

POUR REJETER LE SERVICE CIVIL

Un millier de résidents ont observé un sit-in au CHU Mustapha

Un millier de médecins résidents ont observé, ce jeudi, un sit-in à l'hôpital Mustapha-Pacha, à Alger. Décidés à faire entendre leur voix, ils ont entamé une marche à l'intérieur du CHU en scandant des slogans qui expriment en premier lieu leur rejet total du service civil obligatoire.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les médecins résidents, organisés en collectif autonome, ont tenu jeudi leur deuxième sit-in pour exprimer leur refus d'un service civil qui, précisent-ils, «a montré ses limites».

Brandissant des banderoles exprimant leur rejet du système qui organise leur carrière médicale, les blouses blanches se sont fortement mobilisées. «Médecins, dentistes, pharmaciens en colère», «respect aux médecins», «médecins fatigués, l'administration veut nous achever», «meilleure formation, meilleurs médecins», tels ont été les slogans repris par les résidents. Au cours de leur marche improvisée dans l'enceinte du CHU Mustapha, les médecins ont appelé les autres représentants du corps médical à les rejoindre dans leur mouvement de protestation. «Pas besoin de specta-

teurs, tout le monde est concerné», ont-ils d'ailleurs scandé. A l'instar des dernières semaines, les allées de l'hôpital Mustapha ont connu, ce jeudi, une activité peu ordinaire. Le docteur Mohamed Sahnoun, délégué du collectif, parlant au nom des résidents mobilisés, dira qu'aucun contact n'a eu lieu avec les responsables du ministère de la Santé et de la Réforme hospitalière. «Le service civil a prouvé son inefficacité, il représente aussi une injustice, puisque nous sommes les seuls à être assujettis à cette obligation en tant que spécialistes.

L'ouverture de postes budgétaires doit s'accompagner impérativement de mesures incitatives qui encourageront les médecins à s'installer dans les zones reculées. Il s'agit notamment d'un plateau technique et humain complet», a déclaré le représentant



Photo : Samir Sid

Les médecins résidents revendiquent l'amélioration de leur situation socioprofessionnelle et pédagogique.

des résidents. Il précisera, en outre, que «les résidents ne bénéficient d'aucune prime ni indemnité alors qu'ils sont les premiers à être en contact avec les malades».

Les résidents protestent aussi contre le fait de ne percevoir que 620 DA pour des gardes de 24 heures et demandent, par

ailleurs, à bénéficier des nouvelles mesures sur le service national.

Evoquant un statut «flou», ils revendiquent la liberté de pratiquer une activité syndicale. «Les médecins internes, les généralistes, mais aussi le syndicat des professeurs soutiennent nos revendications», a, par ailleurs,

assuré le docteur Mohamed Sahnoun.

Des sit-in ont aussi été organisés ce jeudi, simultanément dans les structures hospitalières des différentes régions du pays. Ceci avant une grève illimitée annoncée par les médecins protestataires.

F.-Z. B.

Les étudiants ont de nouveau marché à Tizi-Ouzou

Le cycle ininterrompu des manifestations qui secouent Tizi-Ouzou depuis le début de l'année s'est poursuivi de manière plutôt singulière ces trois derniers jours. Et comme c'est le cas depuis le début du mois de février, c'est dans les campus de l'Université de Tizi-Ouzou que ça gronde le plus.

Une situation explosive qui suscite toutes les craintes et, surtout, qui ne semble pas près de trouver une solution, comme l'a dénoncé à travers une déclaration, rendue publique lundi dernier, la Coordination locale des étudiants (CLE).

Du pôle de Tamda, à une dizaine de kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou, au campus de Boukhalfa, dans la banlieue ouest, en passant par Hasnaoua, au centre-ville, l'Université de Tizi-Ouzou n'échappe pas à l'insécurité ambiante depuis plusieurs années. Ainsi, dans la nuit

de mercredi dernier, un étudiant a fait l'objet d'une agression à l'arme blanche dans l'enceinte de la cité universitaire de Boukhalfa. Un incident qui a eu pour effet de déclencher immédiatement une colère indisciplinable chez la communauté estudiantine qui, quelques heures plus tard, vers 2 h, au milieu de la nuit

de mercredi à jeudi, est sortie crier son ras-le-bol.

Une manifestation nocturne qui a brutalement réveillé le centre-ville particulièrement lorsque des coups de feu de sommation ont été tirés par des policiers de faction tout autour de la résidence du wali, où s'étaient rendus les dizaines de manifestants. Une nuit

très agitée qui pourtant n'a pas éreinté ces étudiants protestataires qui ont, de nouveau, pris la résolution de sortir dans les rues de Tizi-Ouzou pour une autre marche en milieu de matinée de jeudi.

Une manifestation lors de laquelle les centaines d'étudiants ont crié toute leur détresse, pédagogique

et sociale, et tel qu'ils les ont adoptés lors de leurs précédentes grandes marches de ces deux derniers mois, des slogans exigeant «la rupture avec le système» et le vœu de l'instauration d'une démocratie, entre autres mots d'ordre puisés de la conjoncture politique et sociale que traverse le pays.

M. Azedine

TIZI-GHENIFF

Des citoyens d'Ameddah ferment le siège de l'APC

Des dizaines de citoyens du village Ameddah, dans la commune de Tizi-Gheniff (Tizi-Ouzou), ont fermé le siège de l'APC durant deux jours d'affilée, mercredi et jeudi derniers.

Les manifestants ont déployé des banderoles portant les slogans : «Population martyrisée, village sinistré», «Où va l'argent du peuple ?», «Discours triomphalistes, réalité misérable» et «Non aux fausses promesses».

Ils réclament notamment «le raccordement du village au réseau de gaz naturel, le revêtement de la route en béton bitumineux, l'extension du réseau d'assainissement ainsi que la réhabilitation du foyer de jeunes». Ils dénoncent aussi «la non-concrétisation d'engagements pris par les responsables locaux depuis

plusieurs mois déjà, relatifs à l'amélioration du cadre de vie dans le village en général».

«Nos doléances, soulevées lors de deux réunions tenues l'an dernier conjointement avec le chef de daïra et le maire, sont restées lettre morte. Pourtant, ces deux responsables s'étaient engagés à les prendre en charge dans l'immédiat ou, au plus tard, au début de l'année courante», s'indigne le président du comité de village, Chikh Makhlof.

Le maire, M. Djidda, s'en défend, en affirmant que «la plupart de ces revendica-

tions relèvent du sectoriel, et la commune n'est pas en mesure de les satisfaire». «Quant à la réhabilitation du foyer de jeunes, nous venons de lancer une deuxième consultation, après une première qui a été infructueuse. Pour le reste des doléances, tels les problèmes de l'évacuation des eaux pluviales ou des pylônes électriques menaçant de s'effondrer, entre autres, leur prise en charge est en cours», dit-il.

Suite à cette action de protestation, des chefs de service au niveau des directions de wilaya de l'hydraulique et de l'industrie et des mines ont été dépêchés à Tizi-Gheniff. Accompagnés du chef de daïra, du maire, du secrétaire général de la commu-

ne et du président du comité de village, ils ont effectué une visite d'inspection à Ameddah. Cependant, ils ne sont pas parvenus à apaiser la colère des manifestants.

«Les deux responsables sont venus de Tizi-Ouzou jusqu'ici, juste pour nous demander de patienter encore quelques mois, sous prétexte qu'on ne leur a pas encore affecté de budget. Cet argument aurait pu être valable si la Wilaya avait consommé la totalité du budget de l'exercice précédent», regrette Chikh Makhlof. Et de conclure : «Nous sommes déterminés à ne pas baisser les bras, et ce, jusqu'à la satisfaction totale de nos revendications.»

Kaci Moussa

Les médecins résidents en colère

Les médecins résidents, auxquels se sont joints leurs aînés par solidarité, ont tenu, jeudi matin, un sit-in au CHU de Tizi-Ouzou, pour, entre autres revendications, exiger la révision de leur statut.

Quand on voit dans quelles conditions ils exercent, il est pour le moins aisé de comprendre la colère de ces trois centaines de manifestants qui se sont rassemblés devant la direction générale du CHU. Selon quelques-uns de ces médecins, ils ne sont pas près de laisser passer la réforme telle qu'elle a été conçue par leur tutelle, notamment le fameux service civil qui, déjà d'une durée de deux années, leur vaut toutes les contraintes. Alors, l'étaler sur huit années, comme ils le craignent, ne peut être assimilé ni plus ni moins à de «l'incarcération».

Le salaire «indigne» et les conditions de travail, on ne peut plus précaires, sont autant de revendications que les médecins résidents de Tizi-Ouzou espèrent voir portées par leurs camarades des autres wilayas pour «faire front tous ensemble». Le sit-in de jeudi, pour ses initiateurs, n'est qu'un «rappel à l'ordre en direction de ceux qui décident», avant de clamer qu'ils iront très loin s'il le faut, dans le bras de fer qui s'annonce avec leur tutelle.

G. Kahina